

CAC IEB SCI ZSI

CPD JLA SFP

PUBLICATION JLO SIS
SER AUGT
IDX

LE SOLEIL

DATE

MAY 15 1985

Commerce et paix sans Joe Clark

M. Joe Clark nous avait promis un livre vert "provocant" sur la politique extérieure. Le bébé dont il a accouché hier, sous le titre "Compétitivité et sécurité", marquera plutôt la chronique politique comme un ramassis terne, à l'image de sa couverture grise, de questions dont on ne connaît que trop bien les réponses conservatrices.



par
**Raymond
GIROUX**

Pire encore, les deux thèmes majeurs du débat, le commerce international et la défense, échappent à la compétence de M. Clark. Les décisions sur le libre-échange, par exemple, se discutent autour du ministre James Kelleher, et le volet militaire relève de l'intraitable Erik Nielsen.

Comme l'admet candidement le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, dans son avant-propos, "le monde ne nous attendra pas". Nul ne pourra l'accuser de ne pas donner au moins l'heure juste.

Personne n'attendait de M. Clark, il est vrai, de grands projets à la Pierre Trudeau. Au contraire, ses initiatives personnelles, dans le passé, ont fait frémir politicologues et diplomates du monde entier.

La dernière révision majeure de la politique extérieure du Canada remonte à quinze ans déjà, au début de l'ère Trudeau. Le gouvernement désirait alors, dans tous les volets de sa politique, détacher le pays de l'influence américaine et encourager le développement d'une troisième option plus favorable au Tiers-monde.

Les actions n'ont pas toujours suivi les discours, surtout dans le champ de l'aide internationale, ou les ont au contraire outrageusement dépassés, comme dans le cas du Programme énergétique national qui a sabordé notre monnaie et chamboulé l'industrie pétrolière pour l'amour d'une canadianisation autant utopique qu'inutile.

Le gouvernement Mulroney, lui, a repris la voie de l'obédience américaine. Démantèlement de l'Agence de tamisage des investissements et sabordage du programme énergétique ont bien balisé le nouveau couloir idéologique. M. Clark, hier, a simplement reposé les mêmes questions et laissé prévoir les mêmes réponses.

L'essentiel des relations internationales canadiennes passe, d'après le nouveau document d'orientation, dans la négociation d'un accord bilatéral avec les Etats-Unis. Rien de très nouveau sinon l'étonnante affirmation que "la négociation d'un accord international est en soi un exercice de souveraineté".

En quoi le fait de donner notre garde-robe au complet au président Reagan préserve-t-il à tout jamais notre droit souverain et inaliénable à porter notre habit bleu le publiquement avant coup, affaiblit singulièrement notre pouvoir de marchandage.

Le document constate l'affaiblissement de la position canadienne sur les marchés internationaux et ses carences dans le domaine de la recherche. Le ministre des Finances peut amorcer une partie de la solution dès son budget de la semaine prochaine, en remplaçant des abris fiscaux pour enfants gâtés par des déductions d'impôts plus favorables à la recherche scientifique et à la capitalisation des petites entreprises.

Une saine politique industrielle, alliée à un vigoureux marketing international, sauvera du temps à M. Clark et à tous les Canadiens. Elle n'implique en aucun cas une foi aveugle dans les idées véhiculées dans les grandes capitales mondiales et ne remet pas en question l'équilibre géopolitique de la planète. Seulement, elle garantit à long terme la souveraineté canadienne.